

Brochure n° 3107

Accords nationaux
BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

ACCORD DU 28 AVRIL 2010
RELATIF AU FINANCEMENT DE LA FORMATION

NOR : ASET1051091M

Entre :

La confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment ;

La fédération française du bâtiment ;

La fédération nationale des sociétés coopératives de production du BTP,
section bâtiment,

D'une part, et

La fédération nationale des salariés de la construction et du bois
CFDT ;

La fédération BATIMAT-TP CFTC ;

La fédération nationale des salariés de la construction CGT ;

La CGT-FO BTP ;

La CFE-CGC BTP,

D'autre part,

Vu la loi n° 2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et
à la formation professionnelle tout au long de la vie ;

Vu l'article L. 6332-3-1 du code du travail ;

Vu l'accord national interprofessionnel du 5 octobre 2009 sur le déve-
loppement de formation tout au long de la vie professionnelle, la profes-
sionnalisation et la sécurisation des parcours professionnels ;

Vu l'accord national du 6 novembre 1997 relatif au financement de la formation dans le bâtiment et les travaux publics ;

Vu l'accord national du 18 décembre 1995 relatif à la formation professionnelle dans le bâtiment,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

A titre expérimental et par dérogation aux dispositions de l'article 3 de l'accord national du 6 novembre 1997 relatif au financement de la formation dans le bâtiment et les travaux publics, le taux de mutualisation pour toutes les entreprises adhérentes à l'OPCA Bâtiment est de 0,14 % de la masse salariale au titre des années de salaires 2010 et 2011.

Ce taux s'impute sur la part de l'obligation légale correspondant au plan de formation de l'entreprise.

Article 2

Les dispositions suivantes : « la contribution actuellement fixée à 5 % de la participation légale », issues de l'article 4 de l'accord national du 18 décembre 1995 relatif à la formation professionnelle dans le bâtiment, sont suspendues pendant les 2 exercices visés à l'article 1^{er} du présent accord.

Article 3

Les parties signataires suivront la mise en œuvre de cet accord et décideront d'opérer les ajustements qui s'avèreraient nécessaires.

En outre, elles conviennent de se réunir si l'OPCA Bâtiment en fait la demande dans un délai de 2 mois à compter de cette demande.

Article 4

Les signataires demanderont l'extension du présent accord, qui fera l'objet des formalités de dépôt prévues à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Fait à Paris, le 28 avril 2010.

(Suivent les signatures.)